Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2020-267** **30/04/2020**

Date de mise en application : 30/04/2020
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 30/05/2020
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidatures (second cercle)

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer :

- 1 poste de chef(fe) de service des contrôles et suivi des audits) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 21/05/2020.

FranceAgriMer:

- 1 poste de chargé(e) de mission à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 31/05/2020.

- 1 poste de chargé(e) d'études à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 30/05/2020.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé(e) de projet à Bordeaux (33).
Date limite de candidature : 21/05/2020.

Parc national de forets :

- 1 poste de chargé(e) de mission forêt-bois à Arc-en-Barrois (52).
Date limite de candidature : 21/05/2020.

	Adjoint à la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
	Emmanuel BOUYER

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM)
Service des contrôles et suivi des audits

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Chef(fe) de service des contrôles et suivi des audits

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel : 2</td><td>RIFSEEP :

Attaché d'administration : Groupe 2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et du ministère des Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour l'essentiel des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture des outre-mer.
Les services de l'Office sont installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe également les services de l'ASP, de FAM, de l'INAO, de l'AgenceBio et de l'ONF.
L'ODEADOM compte 41 agents. Il est organisé en 3 services - contrôles et suivi des audits, diversification animale et végétale, grandes cultures -, un secrétariat général et une agence comptable.
L'ODEADOM est représenté dans les départements d'outre-mer par les préfets. Les DAAF sont les correspondants de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle de leur territoire.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le chef de service des contrôles et suivi des audits organise, anime et supervise le fonctionnement du service, tant en ce qui concerne la réalisation des contrôles sur place que le suivi de l'ensemble des audits de l'établissement relatifs aux aides communautaires.
Il est assisté par une adjointe qui prend en charge particulièrement le suivi des audits et qui peut le suppléer en cas de besoin.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>- Organisation, animation et supervision des activités du service.
- Suivi des Contrôles sur place (CSP) des aides POSEI :
  - Élaboration des procédures de CSP ;
  - Élaboration et suivi du programme annuel de contrôles sur place ;
  - Supervision des CSP externalisés (contrôles délégués aux DAAF, …) par la réalisation de CSP de 2nd niveau ;
  - Suivi administratif des missions des contrôleurs ;
  - Supervision des rapports de contrôle et de la mise à jour des tableaux de suivi.
- Suivi, partagé avec l'adjointe, des audits concernant les aides communautaires et la certification de l'Office.
- Production et suivi des statistiques de contrôle, des tableaux de bord et des indicateurs liés à l'activité du service des contrôles.
- Contribution aux propositions de modification du POSEI et de simplification des aides sur la base des rapports de contrôle sur place et d'audit, des statistiques de contrôle et des plans d'actions.
- Contribution à la production des rapports d'activité et à la déclaration annuelle de gestion.
- Animation du réseau des correspondants DAAF du service des contrôles sur place.
- Participation aux instances de l'établissement (CODIR, CS, CA, CNP POSEI…).
- Participation aux réunions de la Commission européenne pour les sujets concernant le service.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Missions de contrôles sur place de 1er ou 2nd niveau dans les DOM le cas échéant.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Direction et ensemble des services de l'ODEADOM ;
- Ministère chargé de l'Agriculture : DGPE (DMOM, bureaux filières, bureau des audits et contrôles) ;
- Ministère chargé de l'outre-mer (DGOM) ;
- Ministère des Finances (DGDDI, DGCCRF) ;
- Services des DAAF outre-mer ;
- Cours des comptes française et européenne, CICC, C3OP ;
- Commission européenne : DG Agri ;
- Professionnels des filières, Organisations de Producteurs.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Capacités managériales ;
- Connaissance générales en agriculture ;
- Connaissance de la réglementation communautaire et des règles de gestion ;
- Capacité rédactionnelle, d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise des outils bureautiques de base.</td><td>- Supervision ;
- Organisation et planification des tâches ;
- Bilans, comptes rendus ;
- Méthode et rigueur ;
- Disponibilité (mission DOM).</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Jacques ANDRIEU, Directeur - Tél : 01 41 63 19 63
Courriel : jacques.andrieu@odeadom.fr

M. Stéphane JORET, Secrétaire général - Tél : 01 41 63 19 78
Courriel : stephane.joret@odeadom.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Direction des Interventions / Service contrôles et normalisation / Unité normalisation

Emploi : Chargé(e) d'études méthodologie de contrôles de normes

N° appel à candidature : **20060**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93)– Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Conditions de recrutement :
Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Présentation de l'environnement professionnel :	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Au sein du service Contrôles et normalisation de la direction des Interventions, l'unité Normalisation pilote les dispositifs de contrôle, de certification et d'inspection prévus par la réglementation communautaire et nationale pour les secteurs de l'élevage (Pesée, Classement, Marquage - PCM) et de la viticulture (Bois et plants de vigne sous accréditation ISO 17020 et vins sans indication d'origine).
Objectifs du poste	Sous la responsabilité du chef d'unité, le titulaire du poste élabore les méthodologies de contrôles de normes relevant de FranceAgriMer. Il assure leur appropriation par les contrôleurs, participe à l'élaboration des outils nécessaires (y compris informatique), à l'organisation et au suivi des activités. Il est également chargé du suivi des missions sous commissionnement DGCCRF et participe à des missions d'audit. Enfin, il peut collaborer à la construction, la gestion et au suivi d'autres dispositifs de contrôle gérés par le service.
Missions et activités principales :	• Elaborer des dispositifs de contrôles de normes, notamment sur la base d'analyses de risques • Encadrer l'activité des référents en région qui réalisent les contrôles • Organiser et suivre les contrôles sur place (formation, suivi de l'avancement, bilan, plan d'actions, élaboration convention si délégation de contrôles) en lien avec l'Unité Contrôles • Superviser les suites de contrôles données

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">

- Participer le cas échéant, aux groupes de travail interprofessionnels et sujets apparentés
- Piloter les projets et maintenances informatiques relatifs aux applications en lien avec les activités (expression des besoins en lien avec évolutions réglementaires et procédures, rédaction de cahier des charges, recettage)

</td></tr>
<tr><td>Relations fonctionnelles du poste :</td><td colspan="2">

- Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région et leurs contrôleurs, unité contrôles, service informatique, service juridique
- Direction générale de l'alimentation, Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, Service national des enquêtes
- COFRAC, Normabev

</td></tr>
<tr><td>Compétences requises pour le poste :</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie et capacité à rendre compte
- Capacité de rédaction et de formation
- Esprit d'initiative, rigueur et adaptabilité
- Analyse de documents de nature technique et juridique
- Travailler en équipe et en réseau

</td></tr>
<tr><td>Diplôme – Expérience professionnelle</td><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td>Contraintes du poste :</td><td colspan="2">Pas de contraintes particulières</td></tr>
<tr><td>Poste clé[1] :</td><td colspan="2">Oui Non</td></tr>
<tr><td>Poste à caractère sensible[2] :</td><td colspan="2">Oui Non</td></tr>
<tr><td>Poste à privilèges[3] :</td><td colspan="2">Oui Non</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pascale DEMET, cheffe du service contrôles et normalisation
 : 04.92.79.34.03 : pascale.demet@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
 : 01.73.30.22.35 : Mobilité@franceagrimer.fr -</td></tr>
<tr><td>Conditions de travail</td><td colspan="2">FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
L'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action social.
Ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</td></tr>
</table>

1 Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

2 Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

3 Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/05/2020

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

MISSION des AFFAIRES EUROPEENNES et INTERNATIONALES / UNITE d'APPUI aux EXPORTATEURS

Chargé de mission - appui export pour les denrées non-alimentaires d'origine animale (DNAOA) – Comite Export SPS 5 et Semences potagères Comite Export SPS 1

N° appel à candidature : 20078	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation : MONTREUIL (93)**

Conditions de recrutement :
Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Présentation de l'environnement professionnel :	Le poste est rattaché à la Mission des Actions européennes et internationales (MAEI) et à l'unité d'appui aux exportateurs. La MAEI est pour l'essentiel chargée de l'accompagnement des filières à l'international : appui aux exportateurs sur les questions sanitaires et phytosanitaires ; analyse économique ; appui aux initiatives professionnelles de positionnement à l'international (animation export) et coopération internationale. A ce titre, elle pilote la commission agricole et agro-alimentaire internationale, dont l'animation est confiée à l'établissement, en lien avec de multiples partenaires travaillant sur les thématiques d'exportation, d'internationalisation des entreprises et de coopération. Au sein de la MAEI, l'Unité d'Appui aux Exportateurs a pour mission de faciliter, sur un plan sanitaire et phytosanitaire, l'accès aux marchés internationaux qui représentent des enjeux prioritaires pour les filières exportatrices du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. L'Unité apporte à ce titre un appui à la Direction générale de l'alimentation (DGAl/BEPT -bureau exportation pays tiers) pour le déroulement des négociations sanitaires et phytosanitaires avec les pays importateurs. Apportant son concours pour renseigner les exportateurs sur les conditions d'accès aux marchés des pays tiers, en s'appuyant sur la base de données de certification Exp@don, sur l'outil Expadon 2 pour le volet agrément des établissements, l'UAEXP procède aussi à une veille des réglementations SPS internationales. Interface entre les filières exportatrices, les directions du Ministère de l'Agriculture (DGAl & DGPE), la Direction Générale du Trésor (DG Trésor) et le Ministère des Affaires étrangères (MAEDI), cette unité détermine ses actions à l'issue des décisions rendues par le Comité Export SPS de chaque filière qu'elle gère et anime en collaboration avec la DGAl/BEPT et qui a pour vocation de fixer la feuille de route des priorités sanitaires et phytosanitaires (SPS) à l'export (couples pays / produits) de manière concertée entre les pouvoirs publics et les professionnels, en fonction des attentes et des stratégies des exportateurs des filières, de l'importance des marchés et de la difficulté des négociations à mener. FranceAgriMer et la DGAl développent, dans ce cadre, le l'outil Expadon 2, plateforme dématérialisée de gestion des obligations sanitaires et phytosanitaires (SPS) à l'exportation, depuis l'agrément des établissements jusqu'à la délivrance des certificats SPS (en cours de développement). Cet outil, déjà constitué de la téléprocédure Agrément est mis à disposition des exportateurs de produits agricoles et agro-alimentaires et des services de l'administration (FranceAgriMer et DGAl, DRAAF,

	DD(CS)PP) accompagnés des documents d'informations et de communication portant sur les conditions d'exportations ceci en vue de rapprocher l'espace professionnel et l'espace régalien pour faciliter les exportations vers les pays tiers.
Objectifs du poste	• Accompagner les opérateurs dans leurs projets d'exportation en leur facilitant l'accès aux marchés des pays tiers, sur les filières concernées, selon les couples pays / produits prioritaires définis par les comités export SPS ; • Appuyer la conduite des négociations sanitaires par la DGAl en assurant l'interface avec les professionnels ; Suivre et participer, au titre de la maîtrise d'ouvrage, à la mise à jour des documents d'informations sur la plateforme Expadon 2 Module Agrement.
Missions et activités principales :	• contribuer aux travaux d'analyse économique sur les filières concernées ; • suivre les conditions d'exportation des denrées à usage non-alimentaire d'origine animale (DNAOA) vers les marchés internationaux ; • suivre les conditions d'exportation des semences potagères (Comite SPS 1 génétique végétale) vers les marchés internationaux en collaboration avec le chef de pôle végétal contribuer à la mise à jour de la base de données Exp@don dans le secteur des DNAOA à destination des pays tiers, en lien le cas échéant avec l'équipe « agréments » ; • contribuer, au titre de la maîtrise d'ouvrage, au développement de l'outil Expadon 2 (agrément des établissements, information & communication, notamment) pour disposer d'un outil performant d'accompagnement à l'exportation des plants, semences et produits végétaux à destination des pays tiers ; • collecter et analyser des données sectorielles, préparer des exposés et des synthèses sur les marchés export, développer les synergies avec les collègues des autres unités de la MAEI, dans le cadre notamment des travaux de la commission agricole et agro-alimentaire internationale ainsi que les délégués filières des secteurs des DAOA et des semences potagères ; • exercer une veille particulière sur les notifications SPS du secteur des DAOA et semences potagères, et diffuser les notes techniques d'information destinées aux opérateurs ; • mettre en place un comité de suivi concernant le remplissage des questionnaires pays tiers du secteur des DAOA et semences potagères avec la DGAL et les professionnels et contribuer à la partie qui sera assignée à FAM ;contribuer à la rédaction d'argumentaires techniques, de protocoles et de certificats sanitaires pour l'exportation, en lien avec la DGAL et les professionnels ; • assister les exportateurs sur les questions de réglementations sanitaires à l'export ; • suivre et préparer le comité export SPS, comite 5 « denrées d'origine animale à usage non-alimentaire », et une partie du comité 1 « génétique végétale » se ainsi que l'établissement de priorités de négociations pour les secteurs concernés ; • préparer, accompagner et suivre des missions d'inspection des pays tiers, en lien avec les négociations internationales, ainsi qu'au suivi de ces missions ; • participer aux séminaires techniques, de formations et de communication ; En cas de période chargée, possibilité de se déplacer en audit sur des filières autres que celles dont l'agent à la charge, possibilité de suppléer certains collègues sur des dossiers relatifs à l'appui sanitaire et phytosanitaire des exportateurs.
Relations fonctionnelles du poste :	Contacts avec les organisations professionnelles du secteur animal et végétal ; la DGAL / SDASEI (Sous direction des Affaires européennes et internationales) ; les experts référents nationaux, les laboratoires de référence, la DGPE (SRI), le MAEDI, la DG Trésor, le réseau des Services économiques, Business France, SOPEXA.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td>Compétences requises pour le poste :</td><td>Savoirs / Connaissances
formation initiale scientifique et expérience(s) professionnelle(s) dans le domaine de l’exportation ;
connaissance de la règlementation et des normes internationales ;
expérience dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits et de la réglementation à l’export ;
connaissance d'une ou de plusieurs langues étrangères.</td><td>Savoir-faire / Maîtrise
adaptabilité, réactivité et souplesse
maîtrise des techniques d’expression orale et écrite, esprit de synthèse, rigueur et fiabilité ;
aptitude à conduire un projet ;
maîtrise des outils bureautiques ;
aptitude au travail en équipe
savoir rendre compte ;
sens de l’initiative.</td></tr>
<tr><td>Diplôme – Expérience professionnelle</td><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td>Contraintes du poste :</td><td colspan="2">Fréquents déplacements en France (audits d’établissements et accompagnement de missions étrangères) et occasionnellement, à l’international.</td></tr>
<tr><td>Poste clé[1] :</td><td colspan="2">Oui Non</td></tr>
<tr><td>Poste à caractère sensible[2] :</td><td colspan="2">Oui Non</td></tr>
<tr><td>Poste à privilèges[3] :</td><td colspan="2">Oui Non</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Carole LY - chef de la Mission des affaires européennes et internationales
Tél. 01.73.30.31.70 - carole.ly@franceagrimer.fr
Marie-Hélène. ANGOT- chef de l’unité appui aux exportateurs
Tél. : 01.73.30.31.72 marie-helene.angot@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE- chargée de mission recrutement
Tél. : 01.73.30.34.01 - mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
<tr><td>Conditions de travail</td><td colspan="2">FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L’établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d’éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d’un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d’un parcours de formation d’accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
L’établissement dispose d’un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l’établissement
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d’action social.
Ainsi qu’une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu’à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</td></tr>
<tr><td colspan="3">DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/05/2020
Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.</td></tr>
</table>

[1] Poste clé au regard de la qualité d’organisme payeur de l’établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d’intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l’établissement.

Ref : NP-2020-03-RM 05

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un :

Chargé de projet (H/F) « zones inondables sur les rives de l'Estuaire de la Gironde »
Au sein de la délégation Aquitaine à Bordeaux (CDD 8 mois)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.
Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 207 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.
Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.
Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

La délégation Aquitaine de l'établissement, située à Bordeaux, est composée de 8 agents intervenants sur les départements de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Fin 2019, sur sa zone de compétence, 39 sites représentant 7 885 ha, sont ouverts au public et/ou bénéficient de gestion et d'aménagements.

Description du poste

En 2018, le Conservatoire a lancé le projet « Valorisons les rives de l'Estuaire de la Gironde ! » en partenariat avec trois syndicats mixtes de bassins versants du Haut-Médoc, le Parc Naturel Régional Médoc, le SMIDDEST, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et la Région Nouvelle-Aquitaine, via les fonds européens FEDER aquitain. Une chargée de projet a assuré le lancement du projet et des premières études pendant deux ans. Une continuité doit être assurée sur la dernière année du projet dont la fin est programmée en avril 2021. Ainsi, l'animation de ce projet nécessite le recrutement d'un·(e)chargé·(e) de projet pour une durée d'un an.
Le projet du Conservatoire vise à développer son action sur un territoire identifié à enjeux pour ses paysages, la fonctionnalité de ses zones humides et son intérêt écologique : les rives de l'Estuaire de la Gironde, de Ludon-Médoc à Pauillac, soit près de 4700 hectares (13 communes). Cette mission s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement, et notamment, la création d'un ou plusieurs périmètres d'intervention nécessitant au préalable, l'élaboration d'études diagnostics et une animation territoriale active.

Description des missions

Le chargé de projet est en charge de la mise en œuvre et du suivi du projet. Son action s'inscrit à trois niveaux :

1.Études diagnostics :

- Suivi de la bonne réalisation des études (hydraulique et plan de gestion) en liaison avec le service commande publique et les techniciens de bassins versants du Centre Médoc Gargouilh, des Jalles du Cartillon et de Castelnau, d'Artigue Maqueline;
- Veille scientifique auprès des acteurs territoriaux afin de nourrir les études réalisées.

2.Mise en place et suivi de la concertation sur le territoire :

- Organisation et animation des réunions (comités techniques, comités de pilotage, réunions publiques, etc.) ;
- Valorisation et diffusion des résultats des études auprès du grand public, des élus et des partenaires territoriaux ;
- Maintien des relations avec les principaux acteurs du projet : syndicats de bassins versants, Région, Agence de l'eau, Conseil départemental de la Gironde, PNR Médoc, Smiddest ;
- Reporting dans le cadre du financement par les partenaires du projet : bilans d'exécution, rédaction de compte-rendu/synthèses permettant la valorisation des actions mises en œuvre, etc.

3.Prospection foncière :

- Inventaire foncier dans les périmètres définis et cartographies associées au projet ;
- Assistance à la prospection foncière : organisation de réunions de présentation de projets de périmètres.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

En interne à la délégation, il est placé sous l'autorité hiérarchique de la déléguée de rivages.
Il fait partie, pendant la durée de sa mission, de l'équipe de la délégation Aquitaine du Conservatoire. Il travaille à ce titre en relation fonctionnelle avec l'ensemble de la délégation et est encadré par la chargée de mission territoire Médoc-Sud-Landes en lien avec le chargé de mission foncier.

Profil et compétences requises

- Savoir être : aisance relationnelle, sens du collectif
- Habitude du travail en équipe
- Diplôme niveau bac +5 : spécialité urbanisme, aménagement du territoire, géographie
- Connaissances développées en matière foncière : outils juridiques de maîtrise foncière publique, documents de planifications, etc.
- Expérience de l'animation de projets et de l'animations de réunions
- Expérience dans l'instruction de marchés publics appréciée
- Connaissances en écologie appréciables
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, PPT) et bonne maîtrise de l'outil SIG (Arcgis, Qgis)
- Esprit d'analyse et de synthèse, méthode, capacité d'initiatives et autonomie
- Permis B (déplacements à prévoir)

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A d'une durée de 8 mois en contrat à durée déterminée (CDD). Le niveau de rémunération est fonction du niveau de diplôme et de la durée des expériences sur des postes équivalents selon la grille de rémunération de l'établissement.
La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral garantit un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Le poste est à pourvoir au 1er septembre2020.
Il est localisé à la délégation Aquitaine du Conservatoire du littoral à Bordeaux (Gironde).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation + diplômes) sont à faire parvenir au plus tard **le 22 mai 2020 :**
En ligne : http://www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à ces adresses)***

Nathalie MADRID, déléguée de rivages Aquitaine
n.madrid@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs

Emmanuelle TERNY, e.terny@conservatoire-du-littoral.fr
PANZA Valérie, v.panza@conservatoire-du-littoral.fr

Parc **national de forêts** 20, rue Anatole GABEUR

52 210 Arc-en-Barrois

www.forets-parcnational,fr

RECRUTEMENT

Chargé(e) de mission forêt-bois

IDENTIFICATION DU POSTE	
Intitulé du poste	**Chargé(e) de mission forêt-bois**
Nature du poste	Technique Catégorie A Détachement de la fonction publique ou CDD de 3 ans

AFFECTATION, PRÉSENTATION DU SERVICE	
Service d'affectation	Parc national de forêts – pas de service constitué en 2020 La structuration du Parc national sera effective en 2022
Contexte	Le 11eme parc national – dénommé Parc national de forêts a été créé par le décret 2019-1132 du 06 novembre 2019. Situé à la fois en Bourgogne et en Champagne, ce Parc national est dédié à la préservation de la forêt feuillue de plaine et à la valorisation des riches patrimoines d'un territoire rural. Le parc national s'étend sur 127 communes (71 en Côte d'Or et 56 en Haute-Marne soit 241 089 ha) dont 60 situées dans le cœur du parc. L'établissement public du Parc national de forêts est actuellement constitué de 9 agents, fonctionnaires et contractuels. À terme, l'effectif prévisionnel de l'établissement public (EPPN) sera de 30 personnes, sachant que des ETP supplémentaires seront mobilisés pour assurer les missions de l'EPPN par mutualisation avec l'office national des forêts (ONF) et l'office français de la biodiversité (OFB).
Relations hiérarchique et fonctionnelle	Poste placé en 2020 sous l'autorité de la Directrice du Parc national Evolution à prévoir en 2021 et 2022 Relations fonctionnelles avec les chargés de mission du Parc national et avec l'ONF dans le cadre des missions qui sont déléguées à cet établissement
Localisation	Siège du Parc national à Arc-en-Barrois (Haute-Marne)

MISSIONS ET ACTIVITÉS	
Missions	- Le ou la chargé(e) de mission Forêt-Bois exerce une activité d'expertise au sein de l'EPPN de forêts pour l'animation et la coordination de la thématique Forêt – Filière Bois : veille, animation de groupe de travail, expertise, rédaction de projets, mise en œuvre de suivi d'études en lien avec les objectifs et orientations de la charte sur ces thématiques. - Il ou elle contribue aux actions d'acquisition de connaissance en lien avec cette thématique et apporte son appui et son expertise aux autres agents du Parc national de forêts. - Il ou elle assure l'interface avec les gestionnaires et propriétaires forestiers et les

	acteurs de la filière. Il ou elle contribue à l'émergence d'une dynamique dans le cadre de la mise en œuvre des actions de la charte alliant préservation des patrimoines et développement de la filière Bois. Il ou elle assure le suivi de la convention de mutualisation des services avec l'ONF. - Il ou elle pilote le projet de Réserve intégrale en assurant la rédaction et le suivi du plan de gestion. <u>Autres missions :</u> - Suivi des dossiers de demandes d'autorisation - Participation à l'élaboration du dispositif d'évaluation de la charte - Participation aux travaux inter-parcs sur la thématique forêt - Intérim de la thématique chasse – dans l'attente de la création d'un poste dédié (2021)
Relations liées au poste	Services de l'État régionaux et départementaux en charge de la forêt, gestionnaires forestiers, propriétaires forestiers, acteurs de la filière bois, collectivités, organisme de recherche...
Intérêts, difficultés, contraintes du poste	Le poste de chargé(e) de mission forêt-bois nécessite une bonne disponibilité du fait des déplacements nécessaires à l'activité sur l'ensemble du territoire du Parc national, mais aussi à l'échelle des Régions Bourgogne-Franche-Comté et Grand-Est et occasionnellement sur le territoire national.

PROFIL RECHERCHÉ	
Profil pour le poste	Ingénieur de l'environnement spécialité forestière Formation et expérience dans le domaine forestier et chasse

COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE	
Connaissances	Connaissance des milieux forestiers et associés et de leurs fonctionnements Connaissance des acteurs de la forêt et de la filière bois Connaissance de la gestion forestière et de la gestion cynégétique Connaissance des parcs nationaux et droit de l'environnement
Savoir-faire	Capacité rédactionnelle et de synthèse Expérience en instruction de dossiers administratifs Expérience de travail en mode projet Maîtrise des outils de bureautique Expérience avérée en matière de concertation
Savoir-être	Rigueur Autonomie dont en déplacement terrain et capacité à rendre compte Sens de l'organisation et respect des délais

PROCÉDURE DE RECRUTEMENT	
Contact et envoi des candidatures	Véronique GENEVEY – Directrice : 07 87 74 47 11 envoi lettre de motivation + CV par courriel : veronique.genevey@forets-parcnational.fr
Délais - calendrier	Candidatures à adresser au plus tard le 22 mai 2020 entretien à prévoir le 28 mai 2020 début de contrat à partir du 1er juillet 2020